

Sous la direction de
NICOLAS OLIVIER • CHRISTOPHE VISCOGLIOSI

APPRENDRE L'ÉCONOMIE

2^e édition



LE MANUEL PRATIQUE QUI VA VOUS SURPRENDRE

DUNOD

Sous la direction de
NICOLAS OLIVIER • CHRISTOPHE VISCOGLIOSI

/ APPRENDRE L'ÉCO NOMIE

LE MANUEL PRATIQUE QUI VA VOUS SURPRENDRE

DUNOD

Éditorial : Guillaume Clapeau et Églantine Assez
Couverture et maquette : Nicolas Wiel, Studio Dunod
Fabrication : Cédric Mathieu
Mise en pages : Nord Compo

© Dunod, 2022, 2025 pour la présente édition
11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com
ISBN 978-2-10-088563-3

SOMMAIRE

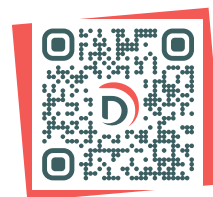
Introduction	7
1. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	11
Études de cas	12
Introduction	14
1. Quelle est l'histoire de la croissance économique ?	15
2. Comment explique-t-on la croissance économique ?	22
3. Pourquoi la croissance économique est-elle soumise à des fluctuations ?	33
4. La croissance économique a-t-elle encore de l'avenir ?	48
Entraînement	57
2. LA MONNAIE	59
Études de cas	60
Introduction	62
1. Qu'est-ce que la monnaie ?	63
2. Quels sont les déterminants de l'offre et de la demande de monnaie ?	70
3. Les politiques monétaires sont-elles efficaces ?	78
4. Quelles sont les mutations du système monétaire international (SMI) ?	90
Entraînement	98
3. LE MARCHÉ	99
Études de cas	100
Introduction	102
1. Comment fonctionne un marché parfaitement concurrentiel ?	103
2. Comment fonctionnent les marchés imparfaitement concurrentiels ?	113
3. Comment remédier aux défaillances de marché ?	122
Entraînement	131
4. L'ÉTAT	133
Études de cas	134
Introduction	136
1. Qu'est-ce que l'État ?	137
2. À quoi servent les politiques conjoncturelles ?	144
3. Comment les politiques budgétaires structurelles modifient-elles l'allocation des ressources ?	155
4. Faut-il s'inquiéter de la dette publique ?	167
Entraînement	174

5. LES PRIX	175
Études de cas	176
Introduction	178
1. Comment mesurer l'évolution du niveau général des prix ?	179
2. Comment expliquer les variations du niveau générale des prix ?	184
3. Quelle est l'histoire récente de l'inflation ?	195
4. Qu'est-ce qu'une bonne inflation ?	207
Entraînement	214
6. L'EMPLOI	215
Études de cas	216
Introduction	218
1. Quelles sont les principales évolutions de l'emploi et du chômage ?	219
2. Comment explique-t-on le chômage ?	229
3. Quel est l'effet du progrès technique sur l'emploi ?	240
4. Quelles politiques de l'emploi faut-il mener ?	247
Entraînement	254
7. LES REVENUS	255
Études de cas	256
Introduction	258
1. Qui crée les richesses et comment sont-elles réparties ?	259
2. Comment les revenus sont-ils redistribués ?	264
3. Comment les ménages arbitrent-ils entre consommation et épargne ?	271
4. Pourquoi le revenu est-il investi ?	284
Entraînement	294
8. LES ENTREPRISES	295
Études de cas	296
Introduction	298
1. Qu'est-ce qu'une entreprise ?	299
2. Comment ont évolué les formes d'entreprises ?	306
3. Pourquoi les entreprises existent-elles ?	314
4. Comment les rapports sociaux s'organisent-ils dans l'entreprise ?	321
Entraînement	328

9. LA MONDIALISATION	329
Études de cas	330
Introduction	332
1. La mondialisation commerciale : quelle est son histoire et comment la mesure-t-on ?	333
2. Comment expliquer les transformations du commerce international ?	347
3. Quel est le rôle des FMN dans la mondialisation ?	354
4. Quels sont les enjeux actuels de la mondialisation ?	361
Entraînement	368
10. L'EUROPE	369
Études de cas	370
Introduction	372
1. La construction européenne : pourquoi et comment ?	373
2. Quelles politiques économiques dans l'Union européenne ?	380
3. Fallait-il créer l'euro ?	387
4. Peut-on parler de modèle social européen ?	394
Entraînement	400
11. L'ENVIRONNEMENT	401
Études de cas	402
Introduction	404
1. Comment et pourquoi l'environnement se dégrade-t-il ?	405
2. Peut-on concilier environnement, croissance et progrès technique ?	413
3. Comment l'économie peut-elle lutter contre la dégradation de l'environnement ?	422
4. Comment la dégradation de l'environnement accentue-t-elle les inégalités ?	431
Entraînement	440
12. LES INÉGALITÉS ET LE DÉVELOPPEMENT	441
Étude de cas	442
Introduction	443
1. Comment mesurer les inégalités économiques et leurs évolutions ?	444
2. Comment évoluent les inégalités économiques au sein des pays ?	450
3. Comment évoluent les inégalités à l'échelle mondiale ?	459
4. Quelles stratégies de développement les pays pauvres peuvent-ils mettre en œuvre ?	467
Entraînement	475

13. LES MARCHÉS FINANCIERS	477
Études de cas	478
Introduction	480
1. Qu'est-ce qu'une économie de marchés financiers ?	481
2. Les marchés financiers sont-ils efficaces ?	489
3. Les marchés financiers sont-ils suffisamment régulés ?	495
4. La finance verte : une solution durable ?	499
Entraînement	505
Index des auteurs	507
Index des notions	508

Retrouvez tous les corrigés des entraînements ainsi que les cartes mentales résumant les cours via le site www.dunod.com ou en flashant directement ce qr-code.



<http://dunod.link/appleco01>

INTRODUCTION

Notre démarche pédagogique

Ce manuel, qui s'adresse à toutes les personnes qui veulent apprendre l'économie dans le cadre de leur formation ou pour satisfaire leur curiosité, va vous surprendre à plus d'un titre !

Nous vous proposons d'apprendre l'économie en découvrant les grands enjeux économiques contemporains grâce à une **approche concrète et originale qui articule histoire des faits économiques, théories et actualités économiques**. Cette seconde édition est d'ailleurs **largement revue et augmentée par rapport à la première**.

Nous avons sélectionné pour vous **treize thèmes d'actualité en économie** (la croissance, le marché, le chômage, l'environnement, etc.) et consacré un chapitre à chacun d'entre eux. Dans chaque chapitre, nous avons sélectionné les principaux enjeux du thème et décidé d'aborder chacun de ces enjeux sous la forme d'une question problématisée pour en faciliter la compréhension.

Pour vous aider à mieux apprendre l'économie, nous vous proposons une même démarche d'apprentissage pour chaque chapitre. **Cette démarche, guidée et progressive, se déroule en trois temps**.

- Chaque chapitre débute par **deux études de cas** (texte, vidéo ou audio) qui permettent d'aborder concrètement et facilement chaque thème pour faire émerger plusieurs questionnements.
- Ensuite, vous trouverez un **cours structuré** autour des principaux enjeux du chapitre. Chaque enjeu est abordé sous la forme d'une question pour laquelle nous avons mis en évidence les mots-clés, les faits à retenir et quelques exercices d'apprentissage en ligne, accessibles via des qr-codes placés à la fin de chaque chapitre, pour vérifier vos connaissances.
- Le chapitre se termine par une **partie entraînement** pour vérifier et consolider vos acquis. Les exercices que nous vous proposons sont progressifs et en trois temps : vous devrez tout d'abord savoir définir les concepts clés du chapitre, puis les expliquer et enfin organiser votre réflexion autour d'un sujet de dissertation (analyse du sujet, problématique, plan détaillé). **Toutes les corrections sont disponibles en ligne sur le site www.dunod.com, ou bien en scannant directement le QR-code présent à la fin du sommaire.**

Cette démarche d'apprentissage est le fruit d'une réflexion collective menée par l'équipe d'auteurs de ce manuel. Tous enseignent depuis plusieurs années dans des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et sont engagés dans une **démarche pédagogique** visant à rendre l'enseignement de l'économie accessible à toutes et tous.

Cet ouvrage sera d'une **grande utilité à toutes celles et tous ceux qui suivent une formation en économie et/ou préparent des concours** d'entrée aux grandes écoles (Écoles normales supérieures, Instituts d'études politiques, Grandes écoles de commerce), des concours

administratifs (Institut national du service public, Instituts régionaux d'administration et autres concours de catégorie A+/A) et des concours de l'enseignement (CAPES, Agrégation en sciences économiques et sociales, en économie-gestion). La partie Entraînement vous permettra notamment de développer des compétences argumentatives et de travailler l'exercice de la dissertation (une dissertation corrigée par chapitre).

Qui sommes-nous ?

- **Étienne BARD**, agrégé de sciences économiques et sociales, professeur en classe préparatoire aux grandes écoles au lycée Hector Berlioz (Vincennes).
- **Daniel DIDIER**, agrégé de sciences économiques et sociales, professeur en classe préparatoire aux grandes écoles au lycée Joachim du Bellay (Angers).
- **Stéphanie FRAISSE-D'OLIMPIO**, agrégée de sciences économiques et sociales, professeur en classe préparatoire aux grandes écoles au lycée Janson de Sailly (Paris).
- **Nicolas OLIVIER**, agrégé de sciences économiques et sociales, professeur en classe préparatoire aux grandes écoles au lycée Nelson Mandela (Nantes).
- **Ugo ROLLIN**, agrégé de sciences économiques et sociales, professeur en classe préparatoire aux grandes écoles au lycée La Folie Saint-James (Neuilly-sur-Seine).
- **Christophe VISCOGLIOSI**, agrégé de sciences économiques et sociales, professeur en classe préparatoire aux grandes écoles au lycée Olympe de Gouges (Noisy-le-Sec).

Comment se repérer dans l'histoire de la pensée économique ?

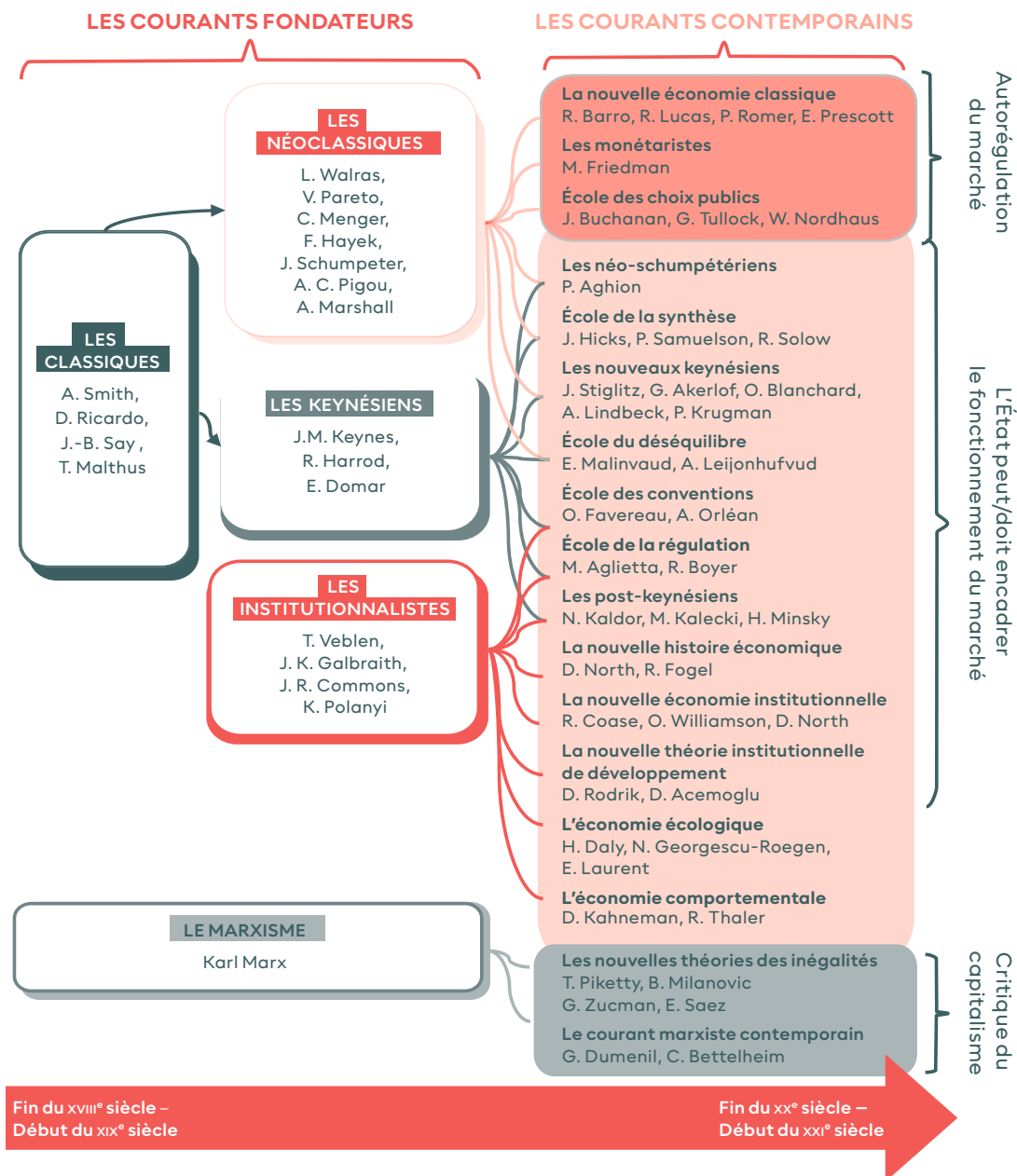
Depuis la fin du XVIII^e siècle, la science économique s'est constituée autour de plusieurs grands courants de pensée. Cet ouvrage s'efforce de restituer la diversité des débats parcourant la discipline pour chaque chapitre. Afin d'avoir une vision d'ensemble de ces courants, nous vous proposons (page page 10) **un schéma récapitulatif** qui présente succinctement les grands courants de pensée ainsi que leurs différentes déclinaisons contemporaines avec les principaux auteurs abordés dans ce manuel. Précisons que ce schéma ne se veut pas exhaustif et que, comme toute classification, il est sujet à discussion. Toutefois, son rôle premier est de vous aider à vous repérer plus facilement dans l'histoire de la pensée économique.

Nous avons choisi de distinguer **cinq grands courants fondateurs**.

- **Courant classique** : Courant de pensée qui émerge au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle caractérisé par l'étude du fonctionnement de la société industrielle et du capitalisme. Les économistes classiques sont les premiers à décrire précisément l'origine et la formation des richesses (en soulignant l'importance de la valeur-travail) et le fonctionnement des marchés (en mettant en évidence l'existence d'un ordre naturel qui permet d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande). Ils partagent l'idée selon laquelle l'intervention de l'État dans l'économie doit être réduite.

- **Courant néoclassique** : Ce courant de pensée, qui apparaît dans les années 1870, s'inscrit dans la continuité du courant classique en reprenant l'idée selon laquelle l'économie est régie par un ordre naturel qui permet l'autorégulation des marchés. Toutefois, les membres de ce courant proposent une démarche différente : la micro-économie. Celle-ci repose sur la figure de l'*homo-oeconomicus* : il s'agit d'un agent économique rationnel qui permet de modéliser le comportement type des consommateurs ou des producteurs. Les néoclassiques partent donc du principe que l'*homo-oeconomicus* est un agent représentatif à partir duquel il est possible de comprendre des phénomènes collectifs (offre, demande, équilibre du marché) par l'agrégation des comportements individuels et la formalisation mathématique. Les économistes néoclassiques sont des économistes libéraux qui estiment que le marché permet une allocation optimale des ressources. À cet égard, ils s'opposent radicalement à l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie.
- **Courant keynésien** : Courant de pensée apparu dans les années 1930 et dont le chef de file est l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946). En s'appuyant notamment sur une analyse de la crise économique de 1929, les économistes keynésiens montrent que les marchés ne convergent pas forcément vers une situation d'équilibre. Dans ce contexte, les pouvoirs publics doivent jouer un rôle fondamental pour résorber les déséquilibres macroéconomiques (comme le chômage ou l'inflation) en mettant en œuvre des politiques économiques conjoncturelles (monétaire et budgétaire).
- **Courant institutionnaliste** : Courant de pensée apparu à la fin du XIX^e siècle, début du XX^e siècle aux États-Unis qui met en avant l'importance des institutions (ensemble des contraintes humaines structurant les interactions politiques, économiques et sociales) dans la compréhension des mécanismes économiques. L'économie institutionnelle regroupe une grande diversité d'approches qui apparaissent comme un contrepoint aux approches formalisées de l'économie, proposées notamment par les économistes néoclassiques. Les institutionnalistes réintroduisent une dimension politique, historique et culturelle dans l'analyse des phénomènes économiques.
- **Courant marxiste** : Le courant marxiste s'appuie sur les concepts développés par l'économiste allemand Karl Marx (1818-1883) qui propose au XIX^e siècle une analyse matérialiste de l'histoire, selon laquelle différents modes de production se succèdent au cours du temps, caractérisés chacun par une organisation particulière de la production et des rapports sociaux. Le mode de production capitaliste, qui émerge avec la révolution industrielle, est caractérisé par la domination de la classe bourgeoise (qui possède les moyens de production) sur le prolétariat (qui ne possède que sa force de travail). Selon Marx, les bourgeois extorquent la « plus-value » générée par les travailleurs grâce à leur travail. Par ailleurs, la suraccumulation de capital par les bourgeois risque de provoquer à terme une surproduction synonyme de crise du capitalisme. Cette dernière est censée favoriser l'émergence d'un nouveau mode de production, le communisme.

Les **courants économiques contemporains** se sont appuyés sur ces cinq courants fondateurs. Nous vous renvoyons aux différents chapitres ainsi qu'à l'**index des auteurs et des notions** pour avoir des informations plus détaillées.



1

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Plan

Études de cas : « Le réarmement démographique » et « Les limites environnementale de la croissance économique »

Cours

1. Quelle est l'histoire de la croissance économique ?
2. Comment explique-t-on la croissance économique ?
3. Pourquoi la croissance économique est-elle soumise à des fluctuations ?
4. La croissance économique a-t-elle encore de l'avenir ?

Entraînement

CONSEILS DE LECTURE

- AGHION Philippe, ANTONIN Céline et BUNUEL Simon, *Le pouvoir de la destruction créatrice*, Odile Jacob, 2020 : un ouvrage clair et complet qui explique l'histoire et les mécanismes de la croissance économique à travers la destruction créatrice.
- MIGNON Valérie, *La macroéconomie après Keynes*, La découverte, 2010 : un ouvrage synthétique qui présente les différentes explications des fluctuations économiques à partir de courants de pensée récents.
- COHEN Daniel, *Une brève histoire de l'économie*, Albin Michel, 2024 : une excellente introduction à l'histoire des faits économiques dans un style concis et pédagogique pour comprendre l'origine de la croissance économique et ses transformations contemporaines.
- VELTZ Pierre, *L'économie désirable. Sortir du monde thermo-fossile*, Seuil, 2021 : un petit essai très accessible pour penser les bases d'une nouvelle organisation économique centrée sur les besoins humains et le respect de l'environnement.

ÉTUDES DE CAS

LE « RÉARMEMENT DÉMOGRAPHIQUE » : UNE SOURCE DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENABLE ?

Pour Emmanuel Macron, cela relève du bon sens : la France sera « plus forte par la relance de sa natalité ». Associant explicitement la démographie à la puissance, le président de la République entend inverser un déclin continu des naissances en France, tombées en 2023 au plus bas depuis 1945, avec une batterie de mesures destinées à alimenter un « réarmement démographique » [...]. La contribution d'une natalité dynamique à ce qui fait le cœur de son logiciel idéologique, la croissance, est pour lui une évidence. Une analyse largement partagée chez les responsables politiques et dans l'opinion, pour qui le recul de la fécondité est sans doute l'un des symptômes les plus éclatants du déclin [...]

« Moins de naissances, c'est moins de travail et moins de consommation, c'est un affaiblissement économique, un déclin, considère Bruno Retailleau, chef de file des Républicains au Sénat. Un pays dont le solde naturel diminue est un pays dont la croissance potentielle – qui est corrélée à l'offre de travail – est plus faible » [...]

Le réchauffement climatique fait à l'inverse apparaître chez les écologistes une grande réserve sur la question. « Nous sommes près de 8 milliards d'humains sur Terre, il y a largement de quoi subvenir à tous les besoins de l'économie », répond la députée écologiste de Paris, Sandrine Rousseau, économiste de formation, pour qui les perspectives démographiques qui projettent une population de plus de 10 milliards d'êtres humains sur la Terre en 2050 sont une « catastrophe écologique absolue ». Défendant l'idée d'une économie en « état stationnaire » plutôt qu'en « croissance infinie », l'élue juge qu'« il n'y a pas absolument besoin de relancer la natalité ». Sandrine Rousseau dit observer chez les partisans de la décroissance une réhabilitation des thèses de Thomas Malthus. L'économiste britannique voyait les naissances multiples comme un facteur d'appauvrissement dans un monde aux ressources finies, mais était historiquement honni par les penseurs socialistes, qui lui reprochaient de ne prêcher pour un contrôle des naissances que chez les pauvres.

Si la démographie demeure un facteur objectif de puissance géopolitique et militaire, y compris dans un Occident en paix, la corrélation avec la création collective de richesses n'est pas évidente. À l'image des politiques, économistes comme démographes s'opposent sur le sujet depuis des siècles, brandissant des exemples étrangers qui démontrent à la fois l'existence et l'absence de lien. « Il y a eu beaucoup d'études réalisées sur la relation entre croissance économique et croissance démographique, et on n'a jamais pu mettre en évidence la moindre causalité, expliquait récemment le démographe Hervé Le Bras, dans un entretien à *Mediapart*. L'Allemagne en fournit la preuve : le pays a mieux réussi économiquement que la France en ayant une fécondité, pendant près de cinquante ans, d'un demi-enfant de moins qu'en France. » En revanche, le ralentissement chinois est largement imputé au déclin de sa population.

« En dehors de l'équilibre des régimes de retraite, la démographie n'est pas une variable essentielle au bon fonctionnement d'une économie capitaliste, explique l'économiste Jean Pisani-Ferry. La variable qui peut être affectée est le rythme d'innovation, mais le cas du Japon illustre bien qu'un pays peut être en récession démographique sans que cela induise de catastrophe économique. » À l'inverse, les pays dont la démographie explose ne sont en effet pas nécessairement les plus prospères. La clé est moins le nombre de naissances que la qualité du système éducatif ou de santé. « La croissance n'est pas nécessairement assise sur la population, observe l'économiste François Geerolf, professeur à Sciences Po et rattaché à l'Observatoire français des conjonctures économiques. La question de savoir s'il faut intervenir ou non peut se poser. C'est une question plus politique, voire géopolitique, qu'économique. »

Source : Elsa CONESA, « La natalité, enjeu économique et politique », *Le Monde*, 24 janvier 2024.

QUESTIONS

1. Pourquoi les défenseurs d'un « réarmement démographique » l'envisagent-ils comme un moteur de la croissance économique ?
2. Dans une logique malthusienne, pourquoi la croissance démographique paraît-elle peu compatible avec la croissance économique ?
3. Les études économiques montrent-elles clairement l'impact de la croissance démographique sur la croissance économique ?

AU-DELÀ DES LIMITES ENVIRONNEMENTALES DE LA CROISSANCE

Extrait de la conférence de Dennis Meadows « *Beyond the Limits to Growth* » à l'ENS de Lyon, le 30 septembre 2022 (durée : 28 min).

QUESTIONS

1. Qui est Dennis Meadows ?
2. Pourquoi l'accélération des changements économiques, sociaux, politiques et environnementaux entrave-t-elle la capacité à résoudre des problèmes du même ordre ?
3. Quel scénario établi en 1972, au moment de la parution de *Limits to Growth*, s'est imposé aujourd'hui ?
4. Pourquoi faut-il privilégier des réponses adaptatives aux réponses additives ?
5. Pourquoi les actions comptent-elles davantage que les discours en matière de protection de l'environnement ?



<http://dunod.link/appleco02>

INTRODUCTION

Le réarmement démographique annoncé par Emmanuel Macron s'inscrit dans le prolongement d'une perspective populationniste commencée par Jean Bodin au xvi^e siècle, pour qui « il n'est de richesse que d'hommes ». L'idée est simple : avoir plus d'habitants (et donc de travailleurs) permettrait de produire plus de richesses dans un pays. En termes plus contemporains, la croissance démographique participerait à l'augmentation du produit intérieur brut (PIB), l'indicateur clé pour mesurer cette production de richesses. Cette vision populationniste s'inscrit dans une réflexion plus large en économie sur les stratégies permettant d'atteindre une croissance économique maximale, perçue comme un facteur essentiel du bien-être collectif.

Explorer l'histoire de la croissance économique permet de comprendre les éléments clés qui ont conduit à son essor au début du xviii^e siècle et les différentes formes qu'elle a prises jusqu'aux Trente Glorieuses (1). Cette démarche historique doit être complétée par une approche plus théorique pour relever les principaux facteurs de la croissance économique mis en évidence par les économistes (2). Saisir finement les déterminants de la croissance implique également de l'envisager comme un processus dynamique dont il faut pouvoir expliquer les fluctuations (3). Enfin, une meilleure compréhension des mécanismes et de l'histoire de la croissance économique permet d'identifier les principaux obstacles auxquels fait face le régime de croissance économique actuel et d'envisager des alternatives (4).

1. QUELLE EST L'HISTOIRE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?

OBJECTIFS

Comprendre qu'au cours de l'ère préindustrielle, la croissance économique était quasiment inexistante.

Savoir que la révolution industrielle marque le décollage de la croissance économique.

Identifier les différentes phases d'expansion soutenue de la croissance économique au xx^e siècle.

NOTIONS CLÉS

croissance économique • société précapitaliste • société capitaliste préindustrielle • révolution industrielle • Belle Époque • Années folles • Trente Glorieuses

REPÈRES

- La croissance du PNB/hab est de 2,8 % par an en moyenne entre 1922 et 1929.
- Le PIB des pays de l'OCDE augmente d'environ 4 % par an en moyenne entre 1950 et 1973.

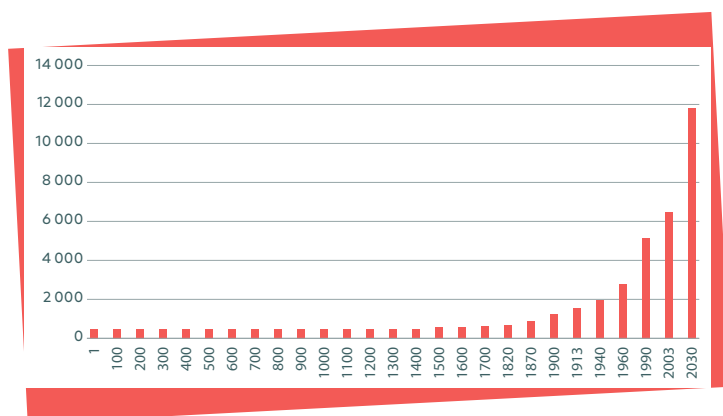
L'ÈRE PRÉINDUSTRIELLE : UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE QUASI NULLE

À l'échelle du temps long, la **croissance rapide du revenu par habitant** apparaît comme un phénomène récent. La figure 1.1, tirée des travaux de l'économiste britannique Angus Maddison dans *Contours of the World Economy 1-2030 AD* en 2007, reproduit l'évolution du PIB par tête moyen dans le monde depuis le début de notre ère jusqu'en 2030, en dollars de parité de pouvoir d'achat de 1990. On peut identifier quatre grandes périodes.

- De la Préhistoire à la fin du Moyen Âge, le revenu moyen dans le monde fluctue autour de 450 dollars par habitant par an.

- Entre 1400 et 1800, le revenu moyen dans le monde progresse puisqu'il est d'environ 650 dollars par an.
- Entre 1800 et la Première Guerre mondiale, le revenu moyen dans le monde augmente très fortement et dépasse les 1 500 dollars. Cette période correspond à la révolution industrielle au cours de laquelle on assiste à un « décollage » de la croissance économique, notamment dans les pays à industrialisation précoce comme le Royaume-Uni ou la France.
- Au cours du xx^e siècle, la croissance du revenu moyen par habitant est toujours très soutenue puisqu'il atteint 6 500 dollars en 2003. Cette tendance devrait se confirmer d'après les projections de Maddison puisque le PIB par habitant moyen devrait atteindre 11 700 dollars en 2030.

Figure 1.1 – Évolution à long terme du PIB par habitant dans le monde (en dollars de parité de pouvoir d'achat de 1990)



Source : Maddison, 2007.

La **croissance économique** soutenue ne commence véritablement qu'au tournant du xviii^e et du xix^e siècles, avec la révolution industrielle. Cependant, bien que la croissance ait été très faible, voire inexistante, durant l'ère préindustrielle, les structures économiques mises en place durant cette période ont préparé le terrain pour son essor ultérieur. Dans sa *Petite histoire des faits économiques* (2016), Jacques Brasseul distingue deux périodes chronologiques :

- les **sociétés précapitalistes**, qui démarrent 10 000 ans avant la révolution du Néolithique, incluent les civilisations de l'Antiquité (3 500 avant J.-C. – 476 après J.-C.) et se prolongent jusqu'à la fin du Moyen Âge (476-1453) ;
- les **sociétés capitalistes préindustrielles**, qui vont de la Renaissance jusqu'au xviii^e siècle.

Dans les **sociétés précapitalistes**, la révolution du Néolithique apporte la sédentarisation. Le climat plus sec et parfois aride de la fin du dernier âge glaciaire génère une raréfaction des animaux et du gibier, et pousse les hommes et les femmes à cultiver des céréales et à élever des animaux. Ils se sédentarisent et construisent des cités. Une division du travail par les métiers (la métallurgie, la poterie, le tissage) se met progressivement en place, tandis que des inventions telles que l'irrigation, la roue, l'araire et la traction animale se développent, amorçant ainsi les bases de la mécanique de croissance économique. L'Antiquité est marquée par

des innovations majeures dans l'histoire de l'humanité (l'écriture, la monnaie, la voile), ainsi que des inventions agricoles et artisanales (la hache, la pelle, la scie, la poulie). De même, les infrastructures des cités et des transports (routes, aqueducs, ponts, égouts) se développent, notamment sous l'Empire romain. Si ces innovations sont indispensables à la croissance économique, celle-ci demeure très faible dans l'Antiquité pour différentes raisons : les inventions agricoles et artisanales sont rarement mécanisées ; l'esclavage très répandu n'incite pas les producteurs à chercher des techniques plus productives ; les élites grecques et romaines valorisent davantage les activités intellectuelles que matérielles.

Le Moyen Âge s'étend sur près de mille ans et englobe à la fois des périodes de déclin et d'avancées économiques. Les « temps barbares » (476-700) correspondent à une période de recul : les invasions barbares entraînent la chute des grands empires (comme l'Empire romain en 476) et avec eux l'effondrement des villes, ce qui provoque un repli économique (le volume des échanges commerciaux diminue au profit du troc) et un recul général des connaissances (l'usage de l'écriture est en voie de disparition). Les « temps carolingiens » (700 à 1000) correspondent à une économie dite « domaniale », c'est-à-dire une économie de subsistance fermée, sans surplus, où les échanges sont limités faute de spécialisation, et où la terre constitue la seule richesse. L'économie féodale (1000-1453) offre une période de stabilité politique accompagnée de nombreuses inventions techniques (moulins à eau et à vent dans l'agriculture, construction des cathédrales, filage au rouet) et de villes redevenues des centres d'échanges et de diffusion des idées. Néanmoins, à partir du XIII^e siècle, le « piège malthusien » se referme : la production de denrées alimentaires ne suffit plus à soutenir l'augmentation de la population ; des famines apparaissent à la suite des crises frumentaires comme la disette de 1315-1317. Les guerres et les épidémies (la Peste noire de 1347) achèvent l'effondrement démographique.

Dans *Essai sur le principe de population* (1798), Thomas Malthus soutient que la croissance démographique, qui suit une **loi de progression géométrique**, ne peut être continue puisqu'elle se heurte à un moment donné à une pénurie de denrées alimentaires dont l'augmentation suit une **loi de progression arithmétique**.

Malgré cela, les villes et les échanges commerciaux ont atteint un tel niveau de développement que les **sociétés capitalistes préindustrielles** émergent au cours des « temps modernes », avec la Renaissance aux XV^e et XVI^e siècles, puis durant l'âge classique et baroque aux XVII^e et XVIII^e siècles. Un idéal économique mercantiliste prédomine pendant ces deux périodes, créant des conditions favorables à la dynamique du capitalisme. D'après Brasseul, l'économie mercantiliste se caractérise par six mutations principales propices à l'accumulation du capital :

- **l'élargissement des échanges commerciaux**, notamment à travers le commerce triangulaire, à la suite des grandes découvertes (le Portugal en Afrique, l'Espagne en Amérique) ;
- **l'affirmation des États-Nations** au travers de politiques économiques interventionnistes et dirigistes, dans un contexte géopolitique où le commerce international est perçu comme un jeu à somme nulle ;
- **le développement d'une classe bourgeoise** (marchands, armateurs, banquiers, financiers, etc.) qui finance et investit dans le capital ;
- **l'émergence d'une mentalité favorable au capitalisme** (réforme protestante au XVI^e siècle) ;
- **la mise en place d'institutions** favorables au développement économique, à l'instar de la loi sur les Monopoles (*Statute of Monopolies*), introduite en 1624 en Angleterre et accordant aux créateurs un monopole d'exploitation de leurs inventions pendant quatorze ans ;

- enfin, l'avènement d'un esprit scientifique et rationaliste, indispensable aux nouvelles découvertes (production d'un « savoir propositionnel » pour Joel Mokyr, cf. *infra*).

Cette économie mercantiliste s'installe surtout à partir du xvi^e siècle, avec notamment le rôle central des grandes découvertes et la réforme protestante. Au xvii^e siècle, on observe à nouveau une phase de recul des activités économiques : en France, on assiste à une baisse de l'activité industrielle de 40 % entre 1624 et 1720. Une trappe malthusienne s'ouvre au xvii^e siècle : l'augmentation de la population du xvi^e siècle se heurte à des techniques agricoles stationnaires qui entraînent un recul démographique.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE DU XIX^E SIÈCLE : L'ESSOR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La **révolution industrielle** débute dans la seconde moitié du xviii^e siècle en Angleterre et au début du xix^e en France. Elle s'est étendue après 1850 en Allemagne, aux États-Unis, au Japon ou en Russie. Elle consiste en un processus qui a transformé le système économique, traditionnellement tourné vers l'agriculture, en un système économique orienté vers la **production de biens manufacturés à grande échelle**. Elle introduit un nouveau régime de croissance économique par son ampleur : d'après Angus Maddison (*L'économie mondiale. Une perspective millénaire*, 2001), le PIB par habitant augmentait de 0,15 % entre 1500 et 1820, puis 0,95 % entre 1820 et 1870, et de 1,32 % entre 1870 et 1913 en Europe de l'Ouest (respectivement 0,05 %, 0,53 % et 1,30 % à l'échelle mondiale).

Les chercheurs ont mis en évidence une **grande diversité de facteurs de la révolution industrielle** : la révolution agricole, les institutions, la transition démographique, les facteurs d'offre, les facteurs de demande, etc. Ils se sont notamment demandé lequel de ces facteurs avait joué le rôle le plus décisif.

Les indiennes sont des tissus importés en Europe depuis les comptoirs des Indes. Très populaires dans la seconde moitié du xvii^e et au xviii^e siècles, elles satisfont les besoins de variété de la population par la grande diversité des impressions.

Les **facteurs d'offre**, comme les innovations technologiques et l'amélioration des ressources disponibles, ont joué un rôle déterminant dans la révolution industrielle. Amorcée en Angleterre, celle-ci s'appuie en effet sur une concentration d'importantes innovations techniques, notamment dans l'énergie et les transports. L'utilisation de la houille pour alimenter la machine à vapeur, invention de James Watt en 1769, révolutionne l'industrie. En particulier le textile (grandes filatures de coton), secteur à l'origine des deux tiers des gains de productivité en Grande-Bretagne entre 1780 et 1860 selon François Crouzet (*Histoire de l'économie européenne*, 2010). Le développement des chemins de fer, lancé par la ligne Liverpool-Manchester en 1830, favorise l'unification du marché intérieur et réduit les coûts de transport, tandis que les navires à vapeur raccourcissent les liaisons transatlantiques, passant d'un mois à neuf jours entre New York et Londres en 1860.

Les **facteurs de demande** ont également exercé une influence décisive. Dans *La première révolution industrielle* (2014), Patrick Verley considère que

la croissance de la demande intérieure et extérieure a offert de nouveaux débouchés, incitant les producteurs à accroître leur production et à innover. La baisse du prix des produits de consommation courante (tissus, habillement, ameublement), rendue possible par le progrès technique,

s'est traduite par une augmentation de la demande grâce à une forte élasticité-prix, notamment parmi les classes populaires. En retour, cette hausse de la consommation a stimulé le progrès technique qui, à nouveau, a fait baisser les prix grâce aux gains de productivité. L'industrie textile des « indiennes » en est un exemple : la demande croissante a entraîné une baisse des prix et une extension des marchés.

Le commerce transatlantique a aussi joué un rôle clé : les Amériques et les Indes sont passées de 13 % des exportations européennes en 1700 à 46 % en 1770, triplant ainsi les exportations britanniques et les multipliant par cinq pour la France.

LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE DU XX^E SIÈCLE : DES PHASES D'EXPANSION SOUTENUE

La croissance de la Belle Époque (1890-1913)

La fin du XIX^e siècle connaît un ralentissement économique entre 1873 et 1896. On parle de Grande Dépression (*cf. infra*). Dès les années 1890, une phase de croissance, la **Belle Époque**, commence dans les pays industrialisés. Elle est caractérisée par une hausse notable du produit matériel en France : +0,9 % par an entre 1860 et 1890, puis +1,8 % de 1890 à 1913, d'après les données de l'historien Maurice Lévy-Leboyer.

Cette croissance est soutenue par l'industrialisation. Les secteurs métallurgique, chimique et électrique croissent à un rythme supérieur à 6 % par an en Angleterre, en France, en Allemagne et aux États-Unis. Les investissements dans les équipements industriels, notamment pour des industries à forte intensité capitaliste, sont essentiels. En particulier, la demande d'acier quadruple de 1890 à 1913, alimentant la fabrication de cycles, le métro parisien ou les débuts de l'aviation, tandis que le progrès technique accompagne cette hausse de la demande avec, par exemple, la capacité moyenne des hauts fourneaux qui augmente. L'industrialisation s'appuie également sur **de nouveaux produits comme l'automobile** : Renault passe de six ouvriers produisant six véhicules par an en 1898, à 4 000 ouvriers et 4 500 voitures par an quinze ans plus tard. En 1913, la France compte 107 000 automobiles immatriculées et une production annuelle de 45 000 véhicules, la plaçant en seconde position mondiale derrière les États-Unis.

Malgré le retour au protectionnisme durant la Grande Dépression, les **échanges commerciaux** stimulent aussi la croissance. Entre 1890 et 1913, la part des exportations de marchandises dans le PIB pour l'Europe occidentale passe de 14,9 % à 18,3 % à prix courants selon Paul Bairoch et de 10,1 % à 13,9 % à prix constants pour Angus Maddison. Dans le cas de la France, les exportations de produits industriels ont doublé entre les périodes 1887-1891 et 1909-1913, jouant un rôle clé dans la croissance économique d'après Jean-Charles Asselain (*Histoire économique de la France*, 1984).

En 1879, le chancelier Otto von Bismarck impérial fait voter une hausse des tarifs douaniers dans l'Empire allemand pour lutter contre la Grande dépression. La France met en place en 1892 le « **tarif Méline** » : une augmentation des droits de douane sur les produits agricoles et industriels.

La croissance fragile des Années folles (années 1920)

La Première Guerre mondiale laisse l'Europe en ruines, avec des pertes humaines importantes : 10,5 % des actifs sont perdus en France, 10 % en Allemagne, et environ 5 à 6 % en Italie, Grande-Bretagne et Russie. Le PNB des pays belligérants chute d'un tiers en moyenne par rapport à 1914. Le redressement s'avère cependant plus rapide que prévu, marquant une continuité avec la croissance de la Belle Époque. En 1924, la production européenne retrouve son niveau de 1913, avec **une croissance moyenne du PNB par habitant de 2,8 % par an entre 1922 et 1929**, soit trois fois plus qu'au XIX^e siècle.

Les **moteurs de la croissance** des **Années folles** se rapprochent de ceux de la Belle Époque : l'industrialisation, soutenue par une main-d'œuvre accrue, progresse dans les secteurs automobile, chimique, métallurgique et électrique. En France, l'exode rural accélère, attirant 710 000 nouveaux travailleurs industriels entre 1913 et 1929 dans les industries automobiles, chimiques, mécaniques et de l'électricité. La productivité augmente également grâce aux nouvelles organisations du travail, comme le taylorisme et le fordisme qui contribuent à d'importants gains de productivité, particulièrement aux États-Unis. Les débouchés jouent un rôle moteur, mais il s'agit davantage de la demande intérieure par rapport à la Belle Époque. Les marchés intérieurs sont dynamisés par les besoins de reconstruction, tandis que la baisse des prix industriels fait grimper le pouvoir d'achat des ménages. Enfin, même si on ne peut pas encore parler de consommation de masse – sauf aux États-Unis où elle commence tout juste à émerger – les ménages sont à la recherche de nouveaux produits : l'électroménager en est à ses débuts, le téléphone se répand également.

Toutefois, **cette prospérité est à nuancer**. D'une part, les rythmes de croissance sont inégaux : les États-Unis et la France affichent de fortes croissances, alors que la Grande-Bretagne peine à moderniser ses industries traditionnelles (textile, charbon, sidérurgie). En outre, la croissance reste instable. Par exemple, à la suite du retour progressif des pays européens sur le marché mondial, une crise de surproduction en 1920-1921 touche les États-Unis et le Japon, dont les économies respectives avaient profité de la guerre pour vendre du matériel militaire et prendre les parts de marché des pays belligérants. Par ailleurs, dans un contexte protectionniste, la croissance du commerce international est inférieure à celle du PIB dans de nombreux pays industrialisés, alors même que les exportations représentent une part essentielle de leur PIB. Enfin, les déséquilibres monétaires freinent aussi la croissance. L'instabilité du *Gold Exchange Standard*, introduit en 1922, exacerbe la concurrence entre pays (cf. chapitre 2). La Grande-Bretagne applique des politiques déflationnistes très coûteuses pour l'activité économique afin de maintenir la compétitivité de son industrie, tandis que l'Allemagne subit une hyperinflation en 1922-1923, causée par son incapacité à payer les réparations de guerre, ce qui mène à une dépréciation du mark.

La croissance des Trente Glorieuses : l'âge d'or de la croissance

Dans son ouvrage *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible* (1979), Jean Fourastié décrit une période de forte croissance économique et d'augmentation du niveau de vie dans les pays industrialisés entre la fin de la guerre et 1975.

Le PIB des pays de l'OCDE progresse en moyenne de 4 % par an entre 1950 et 1973, soit un niveau jamais atteint auparavant selon A. Maddison. Cette croissance s'accompagne d'une faible hausse du chômage (en moyenne 2,6 % pour l'Europe de l'Ouest), d'une inflation maîtrisée (environ 4,9 % pour la France et 2,3 % pour l'Allemagne) et d'un commerce extérieur équilibré pour les grandes puissances. Les déficits et la dette publique restent faibles grâce aux revenus fiscaux issus de la forte croissance. Certains pays affichent une croissance particulièrement élevée : le Japon dépasse 9 % par an, tandis que l'Allemagne, la France et l'Italie sont autour de 5 %, contre 4 % aux États-Unis et 3 % au Royaume-Uni.

Il est possible d'identifier plusieurs explications à la forte croissance des **Trente Glorieuses**.

- **Gains de productivité élevés.** La diffusion des organisations tayloro-fordiennes en Europe et du toyotisme au Japon favorise l'augmentation de la productivité. La hausse des niveaux de formation et le transfert de main-d'œuvre agricole vers le secteur industriel, plus productif, stimulent la croissance. Celle-ci est soutenue par les transferts de technologies venues des États-Unis (électronique, pétrochimie) et par d'importants investissements.
- **Consommation de masse.** La hausse des revenus réels permet à la population d'accéder à des biens de consommation durable (voiture, électroménager, télévision). Cette consommation est facilitée par le compromis fordiste, qui entraîne des hausses de salaires en entreprise, l'intervention de l'État à travers les transferts de revenus et l'instauration d'un salaire minimum (le SMIG en 1950 en France).
- **Stabilité politique et financière.** L'après-guerre est marqué par la stabilité internationale – dans le contexte de la Guerre froide – et par les États-providence qui favorisent la cohésion sociale. Le système de Bretton Woods garantit une stabilité financière qui encourage les investissements (cf. chapitre 2).
- **Expansion du commerce international.** Les politiques libre-échangistes instaurées par le GATT (1947) et la création de la CEE (1957) dynamisent le commerce international, renforçant la croissance via la division internationale du travail, la concurrence internationale, l'extension des marchés et les transferts de technologie. Durant cette période, les exportations mondiales augmentent en moyenne plus vite que le PIB mondial.

Cette période de prospérité n'est cependant pas exempte de **déséquilibres**.

- **Tensions inflationnistes.** Durant les années 1940 et 1950, les pénuries d'après-guerre et les hausses de prix des matières premières dues à des événements géopolitiques (comme la Guerre de Corée, 1950-1953) provoquent des poussées inflationnistes. Dans les années 1960, l'inflation devient structurelle en raison de la hausse des salaires indexés sur la productivité et des dépenses élevées des États-providence.
- **Problèmes environnementaux.** La forte croissance économique entraîne une raréfaction des ressources naturelles et une hausse de la pollution, soulignant les limites de ce modèle de développement (cf. chapitre 11).
- **Critiques des méthodes tayloro-fordiennes.** Ces organisations de travail sont contestées pour les conditions de travail difficiles (tâches pénibles, déqualification, manque d'autonomie), ce qui engendre des grèves et un fort turn-over nuisant à la productivité.

Dans le premier chapitre, J. Fourastié compare deux villages fictifs, Madère (Portugal) et Cessac (France), représentant deux niveaux de développement. Il révèle finalement qu'il s'agit du même village, Douelle, observé à trente ans d'écart. Il illustre ainsi les profondes transformations économiques et sociales des Trente Glorieuses, marquées par une amélioration des équipements, des conditions et du niveau de vie.

2. COMMENT EXPLIQUE-T-ON LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?

OBJECTIFS

Distinguer les différentes sources de la croissance économique.

Identifier le rôle du progrès technique dans la croissance économique.

Comprendre le rôle des institutions dans la croissance économique.

NOTIONS CLÉS

produit intérieur brut (PIB)
 ● revenu national brut (RNB)
 ● PIB en valeur/volume ● PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA)
 ● fonction Cobb-Douglas ● résidu
 ● contributions à la croissance économique ● PIB potentiel
 ● croissance économique exogène/endogène ● institutions

REPÈRES

- Pour R. Solow, le progrès technique explique 87,5 % de la hausse de la production brute par travailleur aux États-Unis entre 1909 et 1949.
- Pour R. Fogel, le PNB des États-Unis de 1890 aurait été plus faible de 5 % si on avait remplacé le chemin de fer par d'autres moyens de transport, comme les canaux.

LES SOURCES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Une mesure de la croissance économique : le PIB

Le **PIB** a été élaboré en 1934 par Simon Kuznets dans *National Income* pour estimer le recul de l'activité globale aux États-Unis suite la grande crise de 1929. Kuznets conclut à une chute d'environ 40 % entre 1929 et 1932.

Élaboré en 1934 par Simon Kuznets, le **produit intérieur brut (PIB)** mesure la création de richesses d'un pays. Il repose principalement sur le calcul de la **valeur ajoutée brute (VAB)**, c'est-à-dire la richesse réellement créée par les organisations productives des secteurs marchands et non marchands (cf. chapitre 7).

La **VAB des productions marchandes** se calcule en faisant la différence entre la valeur de la production au prix de base et le coût des consommations intermédiaires. La **VAB des productions non marchandes**, c'est-à-dire celles qui ne sont pas vendues sur le marché, correspond par convention à la somme des coûts de production (les salaires versés aux personnels publics, les coûts des autres intrants et l'amortissement du capital public).

Le PIB comptabilise donc la VAB des productions marchandes et non marchandes, mais ce n'est pas suffisant. Le PIB est calculé au « prix de marché », c'est-à-dire au prix auquel les biens et les services sont achetés sur les marchés. Il faut donc ajouter la TVA et les droits de douane qui sont inclus dans le prix de marché, et soustraire les subventions à l'importation qui constituent une aide financière pour le producteur et majorent sa création de richesses. Ainsi :

PIB = sommes des VAB + TVA + droits de douane – subventions à l'importation

C'est à partir du PIB qu'on peut mesurer la croissance économique. Il s'agit de la variation du PIB sur une période donnée. Prenons le cas sur une année t :

Le taux de croissance économique en année $t = (\text{PIB}_t - \text{PIB}_{t-1}) / \text{PIB}_{t-1} \times 100$

Le taux de croissance économique évalue la création de richesses dans un pays. Ces richesses bénéficient le plus souvent à des agents résidant sur le territoire français, mais elles peuvent aussi profiter à des agents résidant sur un territoire étranger. C'est le cas lorsque ces agents travaillent en France (frontaliers) ou détiennent des parts dans des sociétés dont l'activité est située sur le territoire français. L'utilisation du **revenu national brut (RNB)** permet de mesurer le revenu total des agents résidant sur le territoire français.

L'Irlande privilégie le RNB au PIB depuis 2017 pour calculer sa richesse. Le taux d'imposition sur les sociétés, très faible, a attiré des grandes firmes multinationales qui rapatrient leurs capitaux à l'étranger. En 2015, le RNB représentait 80 % du PIB.

On passe du PIB au RNB en ajoutant les flux de revenus (revenus d'activité, revenus de la propriété, subventions moins impôts sur la production) reçus de l'étranger et en retranchant les flux de revenus versés à l'étranger :

**RNB = PIB – revenus primaires versés au reste du monde
+ revenus primaires reçus du reste du monde**

Si le PIB constitue l'indicateur le plus commenté en économie, c'est qu'il présente **un intérêt majeur pour les acteurs économiques**. Premièrement, il **éclaire les prises de décision**. Par exemple, pour l'État, le niveau du PIB constitue un paramètre essentiel dans la définition de son budget : plus la croissance est soutenue, plus les recettes fiscales et non fiscales sont élevées et les dépenses publiques peuvent augmenter. Ensuite, il permet d'établir des **comparaisons historiques**. Pour cela, il faut passer d'un **PIB en valeur** (ou euros courants) à un **PIB en volume** (ou euros constants). En effet, pour comparer le PIB entre deux périodes différentes, il faut utiliser une base commune. Il convient de retirer l'effet prix, mesuré par l'indice des prix, du PIB en valeur puisque les prix peuvent changer entre deux périodes suite, par exemple, à une inflation. On obtient un PIB en volume qui ne rend compte que de l'effet quantité, c'est-à-dire de la différence du volume de production entre les deux périodes.

PIB en volume de l'année $n = (\text{indice du PIB en valeur} / \text{indice des PIB}) \times 100$.